

Rapport moral AG 2025

1. En Palestine

Gaza

Nous ne revenons pas cette année sur le 7 octobre dont nous avons débattu l'an passé, à l'AG 2024.

Pendant 471 jours, la bande de Gaza a subi ce que l'occupant lui-même appelle une éradication. Le jour de la trêve (19 janvier), les autorités de Gaza annonçaient plus de 46 000 mort·e·s comptabilisé·e·s dans les morgues, 110 000 blessé·e·s et 11 000 disparu·e·s. Le journal scientifique *The Lancet* estime qu'entre le compte des mort·e·s comptabilisé·e·s et le nombre de mort·e·s réel·le·s, un écart de 40 % est vraisemblable et que la réalité sera donc bien plus terrible. Les images de charniers, de corps en décomposition et d'enfants assassinés ont été diffusées.

L'occupant a délibérément attaqué les hôpitaux, les grands immeubles d'habitation, les camps de réfugié·e·s et même les rares institutions internationales présentes. La quasi-totalité des infrastructures, des forages, des routes, des écoles, du patrimoine archéologique et religieux, a été pulvérisée. Des centaines de milliers de personnes ont été déplacées, parfois plusieurs fois et entassées dans des camps de tentes près de la mer sans infrastructure ni ravitaillement. L'occupant a organisé la famine en bloquant la grande majorité des camions d'aide humanitaire.

Les dirigeants israéliens, civils et militaires, et leurs complices (en France notamment) ont répété « qu'il n'y avait pas d'innocents à Gaza » et ils ont appelé ouvertement à « finir le travail », c'est-à-dire à tuer la population civile. 70 % des mort·e·s sont des femmes et des enfants. Les hôpitaux, le personnel médical, la défense civile, les journalistes, ont été visés en priorité. De nombreux·es civil·e·s ont été enlevé·e·s, emprisonné·e·s et torturé·e·s. La prison de Sde Teiman près de Beersheva a été décrite comme le « Guantanamo israélien ».

Il s'agit incontestablement d'un génocide, ce terme étant très précisément explicité dans le droit international. Les associations de défense des droits de l'homme en ont convenu.

La convention internationale sur le génocide, ratifiée par 153 pays explique qu'il y a génocide en cas de soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle. Et elle interdit l'incitation directe et publique à commettre un génocide.

L'objectif affiché était « d'éradiquer » le Hamas. Certes Yahya Sinwar, Ismaël Haniyeh et probablement Mohammed Deïf ont été assassinés, mais cet objectif n'a pas été atteint. Le vrai objectif était d'éradiquer la population et de détruire la société. Malgré des souffrances terribles, malgré l'apparition de profiteurs de guerres et de bandes mafieuses, la société a, jusqu'à présent, tenu. L'organisation collective de la résistance et de la survie s'est maintenue. La trêve, si elle est respectée, laisse entrevoir un futur très difficile, mais qui n'est pas une deuxième Nakba. Mais une reprise de la guerre pourrait voir s'effondrer la société gazaouie.

Le retour de centaines de milliers de déplacé·e·s dans des ruines ouvre une nouvelle période où les tentatives de liquider la société de Gaza vont se multiplier.

Cisjordanie, Liban, Iran, fascisation

Les attaques des colons armés et de l'armée israélienne contre la population de Cisjordanie sont de plus en plus fréquentes et violentes. Les assassinats impunis et les vols de terres se multiplient.

En janvier 2025, le camp de Jénine a subi d'abord une attaque des forces de l'Autorité palestinienne puis de l'armée israélienne qui, comme à Gaza, veut détruire le camp et expulser toute la population. Début février 2025, le camp de Jénine est quasiment détruit, toujours au motif de « chasse au Hamas ».

Au Liban, l'armée israélienne a tué de nombreux membres du Hezbollah avec des téléphones et des talkies-walkies piégés. Les médias se sont extasiés devant des prouesses technologiques alors qu'il s'agit de crimes de guerre proscrits par le droit international qui ont fait de nombreuses victimes civiles. Cette armée a bombardé tout le pays, rasé de nombreux villages, assassiné Hassan Nasrallah et envahi la zone frontalière.

Israël a aussi attaqué l'Iran et le Yémen. L'internationalisation de la guerre est voulue par le gouvernement israélien. Un des buts est de terroriser les États voisins et d'étendre les « accords d'Abraham » à de nouveaux pays.

En Israël, l'essentiel des manifestations contre Netanyahu a concerné son incapacité à faire revenir les Israélien·ne·s enlevé·e·s. Ce qui reste de la « gauche sioniste » soutient le génocide et ne représente en rien une alternative à la fascisation en cours. Les images des prisonniers palestiniens nus, à genoux et yeux bandés, ou celles de soldats se filmant en jouant avec les jouets des enfants et les sous-vêtements trouvés dans les maisons qu'ils ont détruites donnent une idée glaçante de la fascisation à l'œuvre. Pour beaucoup, les Palestinien·ne·s sont devenu·e·s des « animaux humains ».

L'opposition anticolonialiste est affaiblie. Le journal *Haaretz*, qui a courageusement résisté en continuant à publier la réalité de ce qui se passe à Gaza, est attaqué. Un climat maccarthyste s'est généralisé. La guerre à outrance tous azimuts coûte cher et, malgré l'aide inconditionnelle états-unienne, la crise économique menace. Ceux qui ont encore des barrières morales partent, leur nombre est évalué par Ilan Pappé à 500 000 depuis le début du génocide. L'image d'Israël a été très dégradée.

Avec l'arrivée de Trump, les projets à l'œuvre se dessinent : expulser une partie des Gazaoui·e·s, annexer la Cisjordanie, domestiquer le Liban, attaquer l'Iran.

2. À l'international

Criminels et complices

En France, les principaux dirigeants politiques, du Parti socialiste au Rassemblement national en passant par Macron et la droite, ont maintenu leur soutien à Israël. La criminalisation du mouvement de solidarité avec la Palestine s'est poursuivie. De nombreux·ses militant·e·s qui n'ont pas repris le récit des génocidaires sont poursuivi·e·s en justice pour « antisémitisme » ou « apologie du terrorisme », en particulier quand ils sont musulmans ou supposés tels. Les Juifs antisionistes ne sont pas épargnés par cette chasse aux sorcières : nous serions des traîtres, en n'acceptant pas la dérive d'une communauté juive qui s'extrême droitise et nous injurie.

Avec la poussée de l'extrême droite, on assiste à une double stigmatisation : celles des musulmans et des Arabes d'un côté, celle des soutiens à la Palestine de l'autre.

Les principaux médias ont essayé d'imposer une parole unique, continuant de véhiculer les *fake news* sur les femmes éventrées et les bébés décapités. La parole des génocidaires reste celle que ces médias veulent imposer. Les voix témoignant depuis Gaza ont été ignorées ou calomniées.

On assiste à un effondrement moral comparable à ce qui s'est passé en 1940. Les dirigeants politiques de nombreux partis ont maintenu une complicité active avec un État génocidaire. La justice a poursuivi plusieurs soutiens aux droits du peuple palestinien. Le grand rabbin Korsia a appelé Israël à « finir le travail » à Gaza, reprenant un langage qui est une véritable honte pour un dignitaire religieux. Seuls quelques partis de gauche ont maintenu le cap.

Un des défis majeurs pour l'UJFP est de lutter contre la complicité française. Tout d'abord Macron a annoncé que Netanyahu et Gallant ne seront pas inquiétés s'ils mettent les pieds en France malgré les mandats d'arrêt émis contre eux par la Cour pénale internationale (CPI). Ensuite, les entreprises françaises continuent à bénéficier de l'occupation. En toute illégalité (au regard du droit international), elles opèrent dans le Territoire occupé, sans parler de l'accord de coopération militaire franco-israélien, un scandale absolu. Puis il y a la répression, sous de faux prétextes infamants (antisémitisme ou apologie de terrorisme), des Français qui expriment leur solidarité avec le peuple palestinien. Cette liste est loin d'être exhaustive de la complicité française. Ces aberrations sont un affront non seulement au peuple palestinien, mais également au peuple français et à la notion même de droit international.

Dans les pays occidentaux, la plupart des gouvernements ont maintenu, souvent contre leur opinion publique, un soutien total, militaire, économique et politique aux dirigeants israéliens. Les exceptions sont rares : Espagne, Irlande, Norvège, Slovaquie. Cette stratégie est probablement une des raisons de la défaite de Kamala Harris. Ce soutien n'a rien à voir avec une quelconque culpabilité vis-à-vis des Juifs. Israël est l'État rêvé des dominants de ce monde : un morceau d'Occident indispensable pour contrôler le Proche-Orient, un exemple de reconquête coloniale, un pays qui sait enfermer et réprimer les populations réputées dangereuses, une *start-up* technologique fabriquant les armes les plus perfectionnées, un exemple de revanche contre les Arabes.

Les pays arabes qui ont « normalisé » leurs relations avec Israël ont poursuivi leur collaboration. Ils n'ont rien fait pour soulager la souffrance de la population gazaouie. Ils n'utilisent pas leurs capacités financières et économiques pour soutenir la population palestinienne.

L'Autorité palestinienne a poursuivi le seul rôle que les accords d'Oslo lui ont conféré : assurer la sécurité de l'occupant avec la coopération sécuritaire.

Les instances internationales

Il est clair que Netanyahu et Trump cherchent à détruire le droit international et les institutions qui doivent l'appliquer.

Pendant les 471 jours de massacre, l'UNRWA a résisté à la tentative de liquidation. Plusieurs centaines de ses employés y ont laissé leur vie. L'OMS et l'UNICEF ont multiplié les déclarations, rappelant le droit à la santé et les droits des enfants. Résister contre la loi israélienne interdisant l'UNRWA — un précédent dans l'histoire de l'ONU — devient un enjeu majeur pour les Palestiniens. Outre le désastre humanitaire que cela représente, c'est une tentative de liquider la question des réfugiés tout court. Autrement dit, liquider ce qui fait société dans le Territoire occupé (écoles, hôpitaux, aide alimentaire). L'interdiction de l'UNRWA est un vieux projet des dirigeants israéliens, qui ont inventé l'accusation de collusion d'une poignée d'employés de l'UNRWA avec le Hamas pour mettre à exécution ce projet, qui dormait dans les tiroirs du gouvernement depuis longtemps.

L'ONU a timidement essayé de faire cesser le génocide. Le secrétaire général de l'ONU a été traité d'antisémite par Netanyahu. L'UJFP salue l'action de Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le territoire palestinien occupé.

Biden a sauvé à plusieurs reprises Israël d'un vote du Conseil de sécurité. L'Assemblée générale a voté à une forte majorité l'admission de la Palestine à l'ONU comme État membre. La France a voté pour et les États-Unis ont voté contre.

La justice internationale, malgré les menaces, a tenu bon. Le 26 janvier 2024, la Cour internationale de Justice (CIJ) a reconnu un « risque plausible de génocide » à Gaza et a estimé qu'Israël violait la convention des Nations Unies sur le génocide. Le 19 juillet, elle a déclaré illicite l'occupation des territoires conquis en 1967.

Le 21 novembre, la Cour pénale internationale a lancé 3 mandats d'arrêt contre Netanyahu, Gallant et Deïf. Même si des alliés d'Israël (dont Macron) ont immédiatement affirmé qu'ils n'appliqueraient pas ces mandats, Netanyahu hésite à voyager (sauf pour rencontrer Trump).

Pour l'UJFP, la défense du droit international est fondamentale. Sa destruction signifierait la loi de la jungle partout. Défendre les droits du peuple palestinien, c'est défendre les droits de toute l'humanité, c'est se battre contre le vieux monde colonial d'hier.

Analyse de l'évolution géopolitique, à la lumière de l'élection de Trump aux États-Unis

Israël : l'UJFP suit attentivement les évolutions géopolitiques tant en Israël (société et politique israéliennes), en Palestine (forces palestiniennes) et aux États-Unis, pour développer une stratégie adaptée avec ses alliés.

On note que la majorité des Israéliens soutiennent l'action militaire en cours et adhèrent à l'idée « d'éradication du Hamas ». La critique de Netanyahu, en plus des accusations récurrentes de corruption, ne concerne que son incapacité à faire libérer les « otages ».

Les voix israéliennes critiques de la politique de leur pays, qui dénoncent le génocide commis à Gaza, sont attaquées par le gouvernement israélien et prennent le risque de perdre leur travail, ou même de subir un emprisonnement. Il n'empêche que de courageux jeunes (refuzniks) continuent à refuser de servir dans cette armée-là.

Il en est de même des médias indépendants. Le cas d'*Haaretz* est exemplaire à cet égard. Les autorités accusent *Haaretz* de porter atteinte « à la légitimité de l'État d'Israël et à son droit à l'autodéfense », ainsi que de « soutenir le terrorisme ».

Cette action s'inscrit dans une tendance plus générale rappelant la période maccarthyste aux États-Unis : répression contre les médias critiques, incluant des attaques contre d'autres organes de presse et des projets de loi visant à fermer des chaînes publiques de télévision. Aucune image de Gaza n'a été diffusée sur les chaînes israéliennes et la chaîne *Al Jazeera*, qui fournissait ces images, a été interdite de diffusion, avec fermeture de ses bureaux.

La stratégie de Netanyahu de parier sur l'élection de Trump s'est révélée gagnante.

États-Unis : Les derniers propos de Trump sont ceux d'un pur colonialisme doublé d'un affairisme. Il est bien décidé à peser de tout son poids dans les affaires proche et moyen-orientales. Ce poids-là vise à faire pencher décisivement la balance du côté d'Israël et, plus encore, du côté des projets portés par la droite et l'extrême droite israéliennes.

Palestine : Les forces palestiniennes sont très affaiblies. L'Autorité palestinienne est à la solde de l'État israélien.

3. L'action de l'UJFP

L'UJFP avec la société civile palestinienne

Dès le 7 octobre, l'UJFP s'est coordonnée avec les différentes équipes de Gaza avec lesquelles elle travaillait depuis des années. C'est Abu Amir, représentant de l'UJFP à Gaza, qui a organisé cette coopération.

Le mode de fonctionnement a été le suivant. Les équipes à Gaza choisissaient les besoins les plus urgents. Abu Amir les chiffrait le plus précisément possible. Il a été décidé d'un commun accord de travailler en priorité pour les plus démunis.

L'UJFP a lancé une grande collecte « Urgence guerre à Gaza ». Cette collecte a fonctionné de façon assez extraordinaire parce que les équipes de Gaza faisaient des comptes-rendus très réguliers sur la situation et l'utilisation de l'argent. L'envoi de très grosses sommes malgré les difficultés multiples et la popularisation quotidienne des actions menées, faite sur le site de l'UJFP, a assuré le succès de la collecte. De nombreux particuliers et de nombreuses associations amies ont donné.

L'UJFP n'est pas une association humanitaire, c'est une association politique, juive et antisioniste. Bien sûr, les appels à l'aide venant de Gaza étaient multiples. Chacun a répondu comme il/elle le pouvait aux demandes individuelles. L'UJFP a travaillé avec des groupes de plusieurs centaines de familles. C'est toujours à Gaza que les actions ont été décidées. Parce que la volonté de l'armée génocidaire était de détruire la société palestinienne, cette coopération a eu pour but de permettre, au moins à l'échelle de quelques camps, que cette société ne se délite pas.

Il a fallu répondre dans l'urgence. Abu Amir a su trouver, au meilleur prix, ce qui pouvait encore être acheté. Il a fallu trouver des tentes, puis des bâches et des couvertures quand la pluie et l'hiver sont arrivés, ainsi que des vêtements chauds. Les équipes UJFP ont pu organiser des repas collectifs, des tournées de médecins ou d'ophtalmos. Elles ont creusé des sanitaires puis organisé la désinfection de nombreux camps et la lutte contre les moustiques et les ravageurs. Dès juin, la rescolarisation des enfants a commencé. Les ateliers d'aide psychologique se sont révélés indispensables. Et, une année étant écoulée, certains paysans ont pu replanter des légumes et les vendre à la population à des prix normaux.

Les précédentes réalisations (château d'eau, pépinière solidaire) ont été détruites, mais, alors que des centaines de milliers de déplacés vont revenir vers des ruines, cette coopération doit et va continuer. L'UJFP est désormais connue dans toute une partie de la bande de Gaza comme une association juive solidaire dont Abu Amir est le représentant. Un livre *Gaza, mort, vie, espoir*, co-écrit par Abu Amir et les solidaires français, sort mi-avril.

Pour l'UJFP, cette coopération entre un peuple martyrisé et une association juive est un exemple, il faut impérativement la poursuivre tout en maintenant les actions en cours dans d'autres parties de la Palestine fragmentée.

La trêve avec les premières libérations de prisonniers et le retour de centaines de milliers de réfugiés vers des zones souvent inhabitables ouvre une période pleine d'incertitudes. Si le cessez-le-feu devient définitif, l'UJFP participera avec notre représentant à Gaza à la reconstruction. Si Trump et Netanyahou

déclenchent un nouveau massacre avec l'objectif affirmé d'une nouvelle Nakba, l'UJFP participera au front le plus large contre ce nouveau génocide.

L'UJFP dans le mouvement de solidarité

Le mouvement de solidarité s'est renforcé, mais il reste très divisé. L'apparition d'Urgence Palestine est un élément essentiel et l'UJFP a participé à l'unité d'action avec d'autres organisations.

Dans le Collectif National (CNPJDPI), une majorité s'est dégagée sur des positions claires (apartheid, boycott, génocide...). L'évolution de l'AFPS, continue depuis quelques années, est à souligner et elle joue son rôle pour maintenir l'unité avec Urgence Palestine. Mais il existe une « droite » de plus en plus éloignée de ce qu'est l'anticolonialisme.

Dans les manifestations contre le génocide auxquelles l'UJFP participe dans toute la France, un pôle juif dénonçant les crimes commis par Israël est apparu avec Tsedek! et parfois, des Israélien·ne·s vivant en France. Le développement de Tsedek! est un événement considérable, une chance pour l'avenir. Les actions communes et la complémentarité entre les deux associations doivent se développer.

L'UJFP attaquée, mais constante

Il serait illusoire de croire que, parce que l'UJFP est une association juive, elle ne serait pas attaquée. D'autant qu'elle a plus que doublé le nombre de ses adhérent·e·s depuis le 7 octobre 2023.

Les attaques viennent bien sûr du pouvoir. Par ailleurs, plusieurs officines sionistes rêvent que l'UJFP soit dissoute.

Les attaques viennent aussi de divers groupes qui considèrent que l'UJFP est « la caution juive des antisémites ». L'instrumentalisation de l'antisémitisme pour empêcher la critique du sionisme et d'un État juif ethniquement pur est indigne. L'UJFP ne déviara pas de sa raison d'être et de ses positions fondamentales.

Elle renouvelle l'orientation adoptée à l'Assemblée générale de 2024. Les Palestinien·ne·s exigent que le droit international leur soit appliqué :

Liberté. Fin de l'occupation, de la colonisation, libération des prisonniers, destruction du mur, fin du blocus de Gaza.

Égalité des droits pour tous les habitants de la région quelle que soit l'origine, la religion ou la non-religion.

Justice. Droit au retour des réfugié·e·s palestinien·ne·s de là où elles et eux ou leurs ascendant·e·s ont été expulsé·e·s de façon préméditée. Jugement des criminels de guerre.

Mais en France, on observe un retour du refoulé colonial : la parole n'a jamais été vraiment dite sur le colonialisme français (en particulier l'Algérie). Ce facteur intervient clairement sur les positions prises par la France au Proche-Orient : mépris colonial des Palestiniens, mépris colonial des Français musulmans dont la parole est sauvagement réprimée depuis le 7 octobre 2023, le tout justifié par la lutte « globale » contre le « terrorisme islamique » et plus largement répression contre le mouvement de solidarité avec la Palestine.

L'UJFP se veut l'héritière d'une période où la majorité des Juifs·ves considéraient que leur émancipation comme minorité opprimée passait par celle de l'humanité. Elle continuera son combat pour l'égalité des droits et utilisera tous les moyens à sa disposition à cet effet, dont le BDS. Mais d'autres stratégies devraient être envisagées, dont la convergence des luttes (voir la deuxième partie), pour créer des forces antiracistes et antifascistes solides face à ce qui nous attend ici et en Palestine-Israël.

La construction de réseaux juifs internationaux

Réseau européen de Juifs antisionistes

L'UJFP est l'un des membres fondateurs du réseau EJP (Juifs européens pour la Palestine), dont l'idée à émerger lors du meeting juif international qui s'est déroulé à Paris le 30 mars 2024, sous l'égide de Tsedek! et de l'UJFP, et qui a été officiellement fondé le jour de Roch Hachana, le 3 octobre 2024 au parlement européen. Il dispose d'un site ([jewsforpalestine.eu](https://www.jewsforpalestine.eu)), d'une adresse instagram (<https://www.instagram.com/europeanjewsforpalestine/>) et d'un logo. Ce réseau compte (en décembre 2024) 27 membres répartis dans 17 pays. De nouveaux groupes apparaissent régulièrement. Ce réseau de Juifs antisionistes représente une force diasporique et nous devons participer à sa visibilisation politique en Europe et au-delà. EJJP (réseau des Juifs européens pour une paix juste) n'a plus de vie réelle.

Réseau juif international pour la Palestine

Depuis 2019, l'UJFP participe également au réseau international GJP (Global Jews for Palestine - Réseau juif international pour la Palestine), dont elle est également membre fondateur. Les associations juives, dans ce réseau international, ne sont pas toutes antisionistes, mais c'est la tendance majoritaire, certaines des associations se disant anticolonialistes.

Indéniablement, la structuration internationale des Juifs antisionistes progresse. Ce sont des voix juives qui s'expriment pour désapprouver le génocide à Gaza.

À travers ces réseaux, l'UJFP participe à impulser et accompagner ce mouvement. C'est surtout prégnant dans la jeunesse juive (dont Tsedek! est l'une des manifestations) : beaucoup aux États-Unis, un peu moins en France. Voilà un défi qui se dresse devant nous dans la période à venir.

4. La lutte contre le racisme et le fascisme

Une fascisation dans les idées et dans la répression

Dans les délires répressifs sur l'immigration, dans les poursuites abusives pour apologie du terrorisme, à travers des médias aux mains d'oligarques fascistes, on voit une inquiétante évolution vers l'extrême droitisation de la société française. Elle est visible dans la progression des agressions d'extrême droite contre les exilé·e·s, notamment les musulman·e·s ainsi que contre les homosexuel·le·s ou les personnes LGBTQIA+, malgré une politique de *pinkwashing* dans l'intérêt des politiques impérialistes.

L'UJFP elle-même est attaquée : enquête sur « apologie du terrorisme », délires d'extrême droite accusant l'UJFP d'être responsable du 7 octobre et du « financement du terrorisme », fermeture, brutale

et sans explication, de notre compte bancaire du Crédit coopératif, une banque qui se revendique pourtant comme « la banque de ceux qui veulent changer le monde »... et dont nous étions client depuis plus de 20 ans !

Cette répression fascisante concerne aussi bien la France (syndicalistes, personnalités musulmanes expulsées...) que d'autres pays européens (Allemagne, Royaume-Uni...); l'UJFP a multiplié ses actions de solidarité avec les mouvements ciblés, tant à l'étranger qu'en France.

La bataille autour de l'antisémitisme

Si l'on peut être très méfiant vis-à-vis des chiffres d'actes antisémites en France donnés par le CRIF et le ministère de l'Intérieur, il est clair que l'antisémitisme persiste en France par des actes complotistes et violents contre des Juif·ve·s parmi lesquels, en 2024 : synagogue de Rouen incendiée en mai ; viol collectif d'une jeune fille juive de 12 ans à Courbevoie, accompagné d'insultes antisémites, en juin ; explosion devant une synagogue dans le sud de la France, femme insultée et agressée par la police. Les grands préjugés antisémites persistent : les juifs dirigent les médias, les juifs ont le pouvoir, les juifs sont des traîtres. Si ce sont les sionistes qui sont accusés plutôt que les juifs, cela oblitère souvent le rôle moteur, si ce n'est prioritaire des dirigeants capitalistes dans l'oppression subie par les Palestinien·ne·s.

L'UJFP s'est élevée avec force contre ces actes antisémites, tout en dénonçant leur instrumentalisation par l'État au profit de son combat contre la gauche et pour servir le RN, dans le cadre d'une islamophobie revendiquée.

Dans un contexte de montée en ampleur des attaques racistes du racisme d'État, l'accusation d'antisémitisme contre les soutiens du peuple palestinien prend la forme d'interdiction de débats, d'accusations et d'enquêtes policières et judiciaires sur une prétendue « apologie du terrorisme », de condamnations de syndicalistes et de tentatives d'expulsions d'étrangers musulmans. L'islamophobie a trouvé des ressorts consternants, avec les derniers gouvernements Macron — imam expulsé, humoriste renvoyé pour tenue vestimentaire « salafiste », mouvement et personnalités maintes fois attaqué·e·s tel·le·s que Urgence Palestine, Salah Hammouri, Rima Hassan. Le dernier sondage sur la montée du racisme en France fait état de la montée en flèche de l'islamophobie ; celle-ci est cependant passée sous silence. L'UJFP est intervenue dans plusieurs procès et manifestations en soutien.

Cette répression est appuyée, de fait, par une certaine « gauche sioniste » qui accuse LFI d'antisémitisme sans avancer la moindre argumentation véritable ni donner la moindre explication structurelle d'un tel renversement de situation sur un prétendu passage de l'antisémitisme de l'extrême droite à l'extrême gauche.

Lutte contre l'antisémitisme

L'UJFP a mis en place des formations sur l'antisémitisme, en interne comme vers l'extérieur. Elle analyse les caractéristiques spécifiques de l'antisémitisme et le caractère matriciel de l'antisémitisme, dans la construction de l'idée de « race » depuis la fin du XV^e siècle.

Le colloque pour les 80 ans de la libération d'Auschwitz, préparé en 2024 et qui s'est tenu en janvier 2025, montre l'ampleur de notre mobilisation pour lutter contre l'antisémitisme et ses instrumentalisations ainsi que contre les racismes d'État.

Dans ce contexte, le partenariat avec Tsedek! nous a amené à participer à des événements à connotation religieuse ou culturelle juive. Le rassemblement « interconvictionnel » de Belleville, le 3 octobre 2024, à l'occasion de Roch Hachana a certes provoqué des débats dans nos rangs, mais a signifié notre désir de ne pas laisser confisquer la judéité par les soutiens juifs au génocide de Gaza.

Une résistance sociale et politique dans et hors du NFP

L'UJFP dans le NFP : en 2024 : lors des élections législatives consécutives à la dissolution, l'UJFP a fait le choix d'entrer en tant qu'organisation dans le Nouveau Front populaire pour battre l'extrême droite et lutter contre toutes les formes de racisme. Ce lien avec le NFP nous a rapproché·e·s de celles et ceux qui ont adopté des positions claires de lutte contre le génocide à Gaza.

Autour du NFP, on constate une certaine résurgence de comités, collectifs de défense des sans-papiers.

Les mobilisations écologistes se durcissent et rencontrent la répression : les outils répressifs construits par l'État macronien servent à présent contre tous.

Notre atout est une ligne antisioniste claire, reconnue publiquement, qui nous vaut des attaques des sionistes de gauche, mais surtout un soutien et une demande de participation à toute sorte d'événements par nos partenaires, tant dans le domaine de l'antiracisme que dans la défense des droits du peuple palestinien. Les attaques du RAAR, de Golem ou des JJR révèlent qu'ils n'ont pas fait le choix de lutter concrètement contre l'apartheid israélien et défendent, quoi qu'ils en disent, le suprémacisme juif en Palestine.

Pour maintenir cette clarté, l'UJFP a souvent débattu du danger que présente la participation à des événements avec des campistes soutenant les dictatures (El Assad, Poutine...) au nom d'un « anti-impérialisme des imbéciles » et souvent (liés ou) indulgents vis-à-vis du confusionnisme politique, de l'antisémitisme et du fascisme d'un Soral.

Les formes nouvelles du front de l'antiracisme décolonial en cours

Certains de nos partenaires ont disparu (CCIF), d'autres sont éclipsés par la centralité du combat pour la Palestine.

À Paris, à Montreuil, les manifestations de sans-papiers auxquelles l'UJFP a appelé se poursuivent pour la régularisation de tous et des grèves éclatent que nous soutenons.

Tandis que monte l'extrême droite, notre camp social voit une victoire certaine au plan culturel : la progression des idées décoloniales en France, dans la jeunesse et à l'Université, dans la composante décoloniale du mouvement de solidarité avec la Palestine.

Le mouvement autour des « Guides des villes coloniales » participe de ce courant.

L'UJFP s'inscrit, avec Tsedek! dans ce courant.

5. Que faire ?

La campagne BDS continue de remporter des succès. Elle a fait reculer Puma ou Axa. La tentative de criminaliser le boycott a échoué. Le BDS a beaucoup contribué à dégrader l'image d'Israël. La campagne Stop Arming Israël a pu empêcher l'armée israélienne d'exposer ses produits de mort au salon Eurosatory. C'est un combat à poursuivre et à renforcer impérativement.

Réseaux juifs antisionistes : l'UJFP doit demeurer ferme sur sa ligne antisioniste, étayée par livres, conférences, formations. Conserver une ligne claire nous vaudra un soutien et une reconnaissance dans le mouvement social. Elle doit continuer à participer activement à l'extension du mouvement juif antisioniste global.

En France, lutter pour que notre voix soit plus reconnue par les institutions, la mémoire de la Shoah (colloque) ou les commémorations n'étant pas du ressort exclusif des sionistes.

Trouver notre place dans le mouvement antifasciste en participant au renforcement des solidarités antifascistes et de la lutte contre la répression du mouvement de solidarité avec la Palestine : participer à des événements, manifestations, conférences et soutenir les victimes de la répression de la solidarité avec la Palestine par nos témoignages devant les tribunaux.

L'UJFP doit continuer à renforcer sa réflexion et ses publications sur toutes ces questions.